

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PRESIDENT

**DECRET N°100/ 194 DU 24 DECEMBRE 2019 PORTANT
MODIFICATION DU DECRET N°100/057 DU 05 JUIN 2001 PORTANT
REORGANISATION DE L'HOPITAL MILITAIRE DE KAMENGE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/04 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition, Instruction, Conditions de Service et Fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Vu la Loi n°1/010 du 16 juin 1999 portant Code de la Sécurité Sociale ;

Vu la Loi n°1/28 du 23 août 2006 portant Statut Général des Fonctionnaires ;

Vu la Loi n°1/24 du 02 octobre 2009 portant Dispositions Particulières du Statut Général des Fonctionnaires Applicables aux Personnels de la Santé Publique ;

Vu la Loi n°1/19 du 31 décembre 2010 portant Modification de la Loi n°1/15 du 29 avril 2006 portant Statut des Hommes de Troupe de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Vu la Loi n°1/20 du 31 décembre 2010 portant Modification de la Loi n°1/15 du 29 avril 2006 portant Statut des Sous-Officiers de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Vu la Loi n°1/21 du 31 décembre 2010 portant Modification de la Loi n°1/15 du 29 avril 2006 portant Statut des Officiers de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Vu la Loi n°1/08 du 28 avril 2011 portant Organisation Générale de l'Administration Publique ;

Vu la Loi n°1/012 du 30 mai 2018 portant Code de l'Offre des Soins et Services de Santé au Burundi ;

Vu le Décret-loi n°1/024 du 13 juillet 1989 portant Cadre Organique des Administrations Personnalisées de l'Etat ;

Vu le Décret-loi n°1/037 du 07 juillet 1993 portant Révision du Code du Travail du Burundi ;

Vu le Décret n°100/196 du 15 septembre 2016 portant Dispositions Complémentaires de Gouvernance des Etablissements Publics à Caractère Administratif, des Administrations Personnalisées de l'Etat et des Sociétés à Participation Publique ;

Vu le Décret n°100/158 du 05 novembre 2018 portant Missions et Organisation du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;

Revu le Décret n°100/057 du 05 juin 2001 portant Réorganisation de l'Hôpital Militaire de Kamenge ;

Sur proposition du Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;

Après délibération du Conseil des Ministres;

DECRETE:

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1: L'Hôpital Militaire de Kamenge en abrégé «H.M.K» ci-après dénommé «L'Hôpital Militaire» érigé en une Administration Personnalisée est un service public doté de la personnalité juridique, d'une autonomie de gestion et d'un patrimoine.

Il est placé sous l'autorité du Ministre ayant la Défense Nationale dans ses attributions.

Toutefois, le Ministre ayant la Santé Publique dans ses attributions garde un œil sur le fonctionnement de l'Hôpital Militaire de Kamenge.





Article 2 : L'Hôpital Militaire a pour missions :

- d'assurer les soins de santé pour les militaires et les membres de leurs familles au sens étroit du terme ainsi qu'à toute autre personne qui en aurait besoin ;
- d'effectuer des examens et analyses médicaux de toute nature ;
- d'acheter et de vendre les produits pharmaceutiques, matériels et autres fournitures nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- de promouvoir la recherche et la formation dans le domaine de la santé en collaboration avec les universités et autres institutions qui œuvrent dans le domaine de la santé ;
- d'exercer toute autre activité permettant la réalisation de sa mission.

CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Section I : DE LA DIRECTION

Article 3 : La gestion journalière de l'Hôpital Militaire est confiée à un Directeur Général assisté de deux Directeurs, celui chargé des Soins et celui chargé de l'Administration et des Finances.

Chaque Direction coordonne des départements et leurs services tel que le montre l'organigramme en annexe au présent décret.

Article 4 : Il est attaché à la Direction Générale les cellules et services d'appui suivants :

- la Cellule Juridique et du Contentieux ;
- le Service Informatique ;
- la Cellule Statistique, Suivi et Evaluation ;
- la Cellule Communication ;
- la Cellule d'Audit Interne ;
- le Comité de Direction ;
- le Conseil Médical ;
- le Secrétariat.



Article 5 : Le Directeur Général et les Directeurs sont nommés par Décret sur proposition du Ministre ayant la Défense Nationale dans ses attributions.

Article 6 : Le Directeur chargé des Soins remplace le Directeur Général en cas d'empêchement ou d'absence pour l'expédition des affaires courantes.

Certains pouvoirs du Directeur Général peuvent être délégués aux Directeurs dans les limites autorisées par le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants après avis du Conseil d'Administration.

Article 7 : Le Directeur Général est responsable de la gestion quotidienne et de la coordination de l'ensemble des services de l'Hôpital Militaire. Il est également responsable de l'exécution des instructions du Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants et des résolutions du Conseil d'Administration.

Il représente l'Hôpital Militaire dans tous les actes publics et dans ses rapports avec les tiers.

Il prépare les questions à soumettre au Conseil d'Administration et en assure le secrétariat.

Section II : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 8 : Le Directeur Général de l'Hôpital Militaire exerce ses fonctions sous la supervision d'un Conseil d'Administration nommé par décret sur proposition du Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants.

Le Conseil d'Administration est composé de 7 membres dont :

- le Directeur Général de l'Hôpital Militaire de Kamenge ;
- un Représentant du personnel de l'Hôpital Militaire de Kamenge ;
- un Représentant du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;
- un Représentant des juridictions militaires de la Force de Défense Nationale du Burundi ;
- un Représentant du Service de Santé de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

- un Représentant du Ministère de la Santé Publique et de la lutte contre le SIDA ;
- un Représentant de la Mutuelle de la Fonction Publique.

Article 9 : Le mandat des membres du Conseil d'Administration est de quatre ans renouvelable.

En cas de négligence ou d'incompétence, tout membre peut voir son mandat écourté.

Article 10 : Toute personne dotée d'une compétence particulière peut être appelée à participer aux réunions du Conseil d'Administration et donner ses avis sur les questions portées à l'ordre du jour mais sans voix délibérative.

Article 11 : Le Conseil d'Administration :

- oriente, dans le cadre des directives données par le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants l'action de l'Hôpital Militaire ;
- adopte le règlement intérieur de l'Hôpital, le projet de statut du personnel autre que militaire et le règlement comptable ;
- statue sur tout projet d'aliénation du patrimoine ;
- se prononce sur toute question lui soumise par la Direction Générale ou par le Ministre de tutelle.

Article 12 : Les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration sont définies dans son règlement intérieur qui doit être approuvé par le Ministre de tutelle.

CHAPITRE III : DE L'ORGANISATION FINANCIERE ET COMPTABLE

Article 13 : Les ressources de l'Hôpital Militaire proviennent notamment :

- des dotations budgétaires ;
- des recettes propres perçues au titre de la contrepartie des prestations hospitalières et autres services rendus ;
- des subventions des organismes publics ou privés ;
- des legs et dons régulièrement autorisés ;





- du produit de vente du matériel déclassé ou réformé ;
- des emprunts auprès des tiers. Ces emprunts doivent être subordonnés à l'autorisation du Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants.

Article 14 : Les dépenses de l'Hôpital Militaire comprennent :

- l'achat de toutes les fournitures nécessaires pour assurer les soins aux patients ;
- l'achat et l'entretien des équipements et appareils médico-chirurgicaux et techniques de différents services de l'Hôpital ;
- l'achat et l'entretien des autres équipements jugés nécessaires au bon fonctionnement de l'Hôpital ;
- les frais pour l'entretien des bâtiments ;
- les rémunérations du personnel et les charges sociales y afférentes autorisées par le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants sur proposition du Conseil d'Administration ;
- les engagements extraordinaires discutés en Conseil d'Administration et autorisés par le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants.

Article 15 : Toute dépense doit être engagée par le Directeur Général de l'Hôpital ou son délégué. Le Directeur Général doit en outre contresigner les documents d'engagement et les documents comptables.

Aucune dépense ne peut être engagée au-delà des limites des prévisions budgétaires.

Les paiements ne peuvent être effectués que par le comptable ou son délégué.

Article 16 : Le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants fixe le plafond au delà duquel l'encaisse doit être consignée à un compte ouvert à la Banque de la République du Burundi au nom de l'Hôpital Militaire de KAMENGE.

C'est à ce compte que sont virées les dotations budgétaires et les recettes payées autrement qu'en espèces.





Article 17 : Le Directeur Général adresse au Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants un rapport trimestriel faisant ressortir les recettes et les dépenses du trimestre écoulé et la balance des sommes disponibles au regard du budget en cours.

Article 18 : La comptabilité de l'Hôpital Militaire n'est pas soumise au règlement général de la comptabilité publique. Elle est tenue selon les usages commerciaux, en parties doubles conformément aux règles du plan comptable national et aux modalités arrêtées par le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants. Les pertes et les bonus de gestion sont reportés à l'exercice suivant.

Article 19 : Les comptes de l'Hôpital sont placés sous le contrôle permanent de deux commissaires aux comptes désignés par le Ministre ayant les finances dans ses attributions.

A la fin de chaque année budgétaire, les commissaires aux comptes établissent un rapport de leur vérification, donnent leurs avis sur la régularité des opérations et sur la qualité de la gestion et font toute suggestion utile pour une meilleure administration financière et comptable. Ce rapport est adressé au Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants, au Ministre ayant les finances dans ses attributions et au Directeur Général de l'Hôpital Militaire.

Article 20 : Le bilan de l'exercice écoulé est définitivement arrêté avant le 30 septembre de chaque année par le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants au vu du rapport annuel de contrôle prévu à l'article 18.

Article 21 : Si au cours de leurs opérations, les commissaires découvrent des irrégularités susceptibles de recevoir une qualification pénale à charge des responsables de l'Hôpital Militaire, ils doivent aussitôt adresser un rapport spécial au Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants, au Ministre ayant les finances dans ses attributions et au Procureur Général de la République qui apprécient chacun en ce qui le concerne, la suite à réserver audit rapport.

Article 22 : Les commissaires aux comptes, agissant ensemble ou séparément, peuvent à toute époque de l'année effectuer toute vérification et contrôle qu'ils jugent nécessaire; ils peuvent consulter sur place tous les documents et écritures de l'Hôpital Militaire, demander toutes justifications et renseignements sur les activités et les comptes de l'Hôpital Militaire.

Outre, le contrôle des commissaires aux comptes, la gestion et les comptes de l'Hôpital Militaire sont également soumis à la vérification de l'Inspection Générale des Finances et du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants.

CHAPITRE IV : DU PERSONNEL DE L'HOPITAL MILITAIRE

Article 23 : Le personnel de l'Hôpital Militaire peut comporter:

- des militaires (Officiers, Sous-officiers et Militaires de Rang) affectés à l'Hôpital Militaire ;
- des Médecins, Infirmiers et autres agents civils permanents ou temporaires engagés conformément au Statut du Personnel de l'Hôpital Militaire.

Article 24 : Le Statut du personnel de l'Hôpital Militaire est établi par le Conseil d'Administration qui le soumet à l'approbation du Ministre ayant la Défense Nationale dans ses attributions.

Article 25 : Le Personnel Militaire de l'Hôpital reste soumis aux règlements de leurs catégories et garde les avantages en vigueur en matière de gestion du personnel du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants.

Article 26 : Le Directeur Général engage et licencie le personnel civil contractuel de l'Hôpital Militaire conformément à la législation du travail en vigueur et aux règlements du personnel propres à l'Hôpital Militaire.

Article 27 : Le personnel de l'Hôpital Militaire est rémunéré suivant un barème arrêté par le Conseil d'Administration et approuvé par le Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants.

CHAPITRE V : DU PATRIMOINE DE L'HOPITAL MILITAIRE

Article 28 : Le terrain tel que cadastré, les immeubles, les équipements, le matériel, les fournitures disponibles, les comptes bancaires et le patrimoine digital sont la propriété de l'Hôpital Militaire de Kamenge.

MW *4* *16*

CHAPITRE VI : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 29 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Article 30 : Le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 24 décembre 2019

Pierre NKURUNZIZA.-

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
LE PREMIER VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

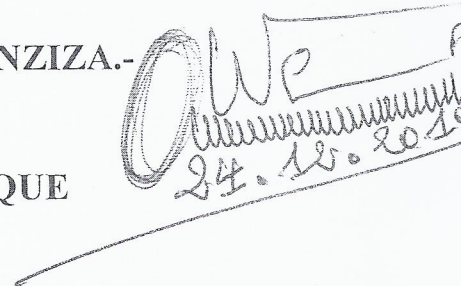


Gaston SINDIMWO.

LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE ET
DES ANCIENS COMBATTANTS,



Emmanuel NTAHOMVUKIYE.



24.12.2019

Organigramme de l'Hôpital Militaire de Kamenge

